



HAL
open science

Politique linguistique. L’Afrique “ lusophone ” ou le nationalisme paradoxal

Michel Cahen

► **To cite this version:**

Michel Cahen. Politique linguistique. L’Afrique “ lusophone ” ou le nationalisme paradoxal. 2000.
halshs-03902320

HAL Id: halshs-03902320

<https://shs.hal.science/halshs-03902320v1>

Preprint submitted on 30 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paru sous le titre « L'Afrique "lusophone" : approche socio-linguistique », in M. CAHEN (ed.), Pays lusophones d'Afrique. Sources d'information pour le développement. Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé e Príncipe, Paris, Ibiscus, CEAN, janvier 2001 : 21-29 [cette version, publiée plus tard du fait d'aléas d'édition, est en fait antérieure à la suivante].

Publié dans *Africultures* (Paris) sous le titre « Politique linguistique. L'Afrique "lusophone" ou le nationalisme paradoxal », 29 février 2000, <africultures.com/politique-linguistique-1258/> [cette version ne contient pas les tableaux statistiques incluses dans la précédente]

Politique linguistique **L'Afrique « lusophone » ou le nationalisme paradoxal**

Les cinq pays africains issus de la décolonisation portugaise ont connu, sur le plan de l'identité linguistique, des politiques quelque peu paradoxales.

En effet, d'un côté, on se doit de remarquer que l'expression qu'ils ont dès le départ adoptée pour se désigner eux-mêmes, les « pays africains de langue officielle portugaise » (d'où le sigle PALOP), n'est pas du tout comparable à son homologue francophone des « pays africains d'expression française ». Les nationalistes qui prenaient le pouvoir à Praia (Cap-Vert), Bissau (Guinée-Bissau), São Tomé (São Tomé e Príncipe), Luanda (Angola) et Maputo (Mozambique) refusaient absolument de considérer que les identités politiques qu'ils créaient pussent être d'« expression portugaise ». La langue se voyait dénuée de sa charge identitaire originelle, ils « décolonisaient la langue coloniale », ils utilisaient la langue portugaise pour en faire une « expression africaine » et non point portugaise. Il ne s'agissait point d'une simple coquetterie nationaliste, mais d'une conception politique majeure. La langue était un outil, rien qu'un outil, qui devait servir à produire de nouvelles nations (et pas seulement de nouveaux pays) en créant des identités unifiées contre les ethnicités précédentes. La langue portugaise n'était pas une « langue nationale », mais une « langue de l'unité nationale ». On le voit, rien n'était plus idéologique que cette approche et l'idée de la nation homogène qu'elle véhiculait.

Pourtant, d'un autre côté, cette conception même a engendré des politiques éducatives qui ont énormément profité à la langue portugaise, au détriment des langues africaines et même des luso-créoles. Il n'est pas exagéré de dire qu'en vingt-cinq ans, les nationalistes africains des PALOP ont fait plus pour la langue portugaise que le Portugal en « cinq siècles de colonisation » ! Et cela a eu et aura forcément des conséquences sur l'identité, surtout à l'époque où, malgré les difficultés matérielles, s'étendent l'écoute des émissions de la radio portugaise et la réception des *telenovelas* brésiliennes (feuilletons).

Afrique portugaise, Afrique éclatée

Bien sûr, ces pays étaient très différents les uns des autres : avoir subi la colonisation de la même puissance européenne avait évidemment créé des points communs, mais même cette colonisation s'était exercée de manière sensiblement différente selon les cas.

Des îles créoles...

Les Îles du Cap-Vert étaient probablement désertes quand les Portugais y arrivèrent vers 1460, et la société qu'ils y créèrent fut d'abord le produit de l'esclavage, produisant une rupture non point totale, mais profonde, avec les sociétés africaines d'origine. La société capverdienne n'est ainsi pas lignagère ou ethnique et par bien des aspects fait penser à une situation latino-américaine. Le rapport à la langue portugaise y fut donc différent : il n'y avait pas (ou presque plus) d'autres langues disponibles et de cette rupture servile originelle

naquirent, comme presque toujours, divers créoles insulaires¹. Même si cela peut poser – et pose – des problèmes psychopédagogiques, il va de soi que l'apprentissage, par les enfants, du portugais est un traumatisme moindre quand la langue maternelle est déjà un luso-créole, que lorsqu'il s'agit d'une langue ouest-africaine ou bantoue. En revanche il croît lorsque l'on descend dans l'échelle sociale : le *crioulo leve* (« créole léger ») de la société urbaine et des classes moyennes est beaucoup plus proche du portugais que le *crioulo fundo* (« créole profond ») de l'intérieur rural. Mais l'histoire coloniale des Iles du Cap-Vert connut aussi une autre différence, positive et fondamentale : jamais l'indigénat n'y fut appliqué. Dès la prise du pouvoir par les militaires à Lisbonne en 1926, puis lorsque le salazarisme s'affirma, l'expulsion des *indígenas* des droits de la citoyenneté, qui n'était auparavant souvent que factuelle, fut codifiée de manière rigide dans le Statut indigène (1926) qui entraîna très vite le Code du travail indigène (1929), à savoir la réglementation du travail forcé et l'interdiction des déplacements spontanés. Or ce Code ne s'appliqua que sur le continent. Cela ne veut pas dire que la situation était bonne dans les îles créoles (Cap-Vert et São Tomé), mais les habitants du moins ne furent pas astreints à ce demi-esclavage (cultures forcées du coton, du riz du ricin ; travail en plantations ou sur les routes, les ports et les chemins de fer). En particulier les Capverdiens purent émigrer et faire de l'émigration une arme anticoloniale. Certains émigraient au Portugal – ce qui renforçait considérablement leur maîtrise de la langue portugaise –, mais la plupart partaient aux États-Unis (les *Brown Portugueses* du Massachusetts), voire aux Pays-Bas (plus minoritairement en France), s'ouvrant ainsi à des langues et des mondes nouveaux. C'est donc le créole qui pouvait unifier ces communautés diasporiques, même s'il se transformait à son tour (cas du *creonglish* de Boston, par exemple), alors que ce qui pouvait unir des Angolais d'ethnies différentes en émigration ne pouvait être que le portugais (voire le français !). Par ailleurs, l'émigration permit un taux d'alphabétisation bien supérieur, pour l'ensemble des Capverdiens (mais même dans l'archipel), que sur le continent. Si l'on donne de la lusophonie une définition plus large qu'une stricte « portugalophonie », incluant le portugais et les luso-créoles, on peut donc considérer que la population capverdienne est lusophone et que le portugais n'y est pas vraiment une langue étrangère mais plutôt une langue seconde.

Cependant, il faut tordre le coup à un mythe puissant, celui du « métissage » dont serait issu l'identité actuelle de l'archipel. Certes les Capverdiens sont bien des « métis », mais ce ne sont pas des métis de Portugais et d'Africaines², ce sont des métis fils de métis, et cela depuis au moins le XVIII^e siècle ! Il y a évidemment eu un métissage inégalitaire originel, lié à la traite servile, mais ce métissage – l'action de se métisser – ne s'est plus poursuivi lorsque les Blancs, seigneurs des plantations ou trafiquants, abandonnèrent massivement les îles quand l'exportation d'esclaves se fit directement, sautant l'escale de Ribeira Grande (l'ancienne capitale), et quand le Brésil des plantations devint infiniment plus rentable. Une société métisse, mais non point métissée, se développa lentement sur la base des enfants bâtards laissés sur place. La langue créole est donc un authentique processus de production linguistique, certes de racine luso-latine, mais historiquement développé au long de plusieurs siècles.

Dans l'archipel de São Tomé e Príncipe, la situation fut *grosso modo* comparable et les tentatives d'y imposer le travail forcé se heurtèrent, comme en 1953 lors de la « guerre du Batepá », à une résistance forte des *filhos da terra* (« fils du pays », c'est-à-dire la composante majoritaire et créole de la population). Le créole santoméen est distinct de ceux des Iles du Cap-Vert mais on peut considérer que la problématique linguistique y est *grosso modo* similaire³. Cependant, l'émigration santoméenne fut toujours d'expression démographique et économique bien inférieure.

... au continent « indigène »

¹ Il y a de fortes polémiques, à connotation politique évidente, pour savoir s'il y a un créole capverdien avec des nuances locales, ou divers créoles (à savoir au moins deux, de Sotavento et Barlavento) avec leurs propres nuances locales.

² Le métissage se faisait presque toujours dans ce sens là (homme portugais, femme africaine) et non l'inverse, en raison de la pénurie de femme blanche et de l'opprobre qui s'abattait sur la femme blanche si, cas rarissime, elle était enceinte d'un Noir.

³ Au créole santoméen il faut aussi rattacher celui d'Annobon, île appartenant à la Guinée équatoriale hispanophone mais qui, ayant été colonisée auparavant par le Portugal, y a gardé son luso-créole.

Sur le continent, la situation fut évidemment bien différente, d'abord parce que les sociétés africaines, humiliées, traumatisées, exploitées, remaniées par la colonisation, n'en persistèrent pas moins à vivre : il ne se produisit pas de rupture presque complète comme dans les îles créoles. Autre différence, déjà abordée, celle de l'indigénat et du travail forcé. Cela empêcha puissamment l'émergence d'une élite africaine et l'émigration ne put être que clandestine (sauf dans le Sud du Mozambique où un accord avec l'Afrique du Sud la réglementa au profit des colonisateurs britannique et portugais). Dans ces sociétés continentales, si la créolité est encore discernable, il n'y a plus unité entre créolité linguistique et créolité sociale : on peut être un « créole » et ne pas avoir le créole pour langue.

Du reste, une langue luso-créole n'est massivement présente, sur le continent, qu'en Guinée-Bissau. Cela s'explique par deux circonstances. Il s'agit premièrement de l'ancienneté de la présence portugaise – ce qui ne veut pas dire la continuité. Jusqu'au XIX^e siècle, le créole y fut par exemple diffusé, outre les quelques établissements côtiers, par des commerçants africains (métis ou Noirs), souvent chrétiens ou même juifs, qui n'avaient en pratique plus aucun lien avec l'autorité portugaise décadente mais qui, parce que catholiques ou juifs, se considéraient, pour cela même, « portugais » au sein d'un monde animiste ou islamisé⁴. Il ne s'agissait d'ailleurs pas de la Guinée portugaise mais de la bien plus vaste aire sénégalienne. Il est bien connu par ailleurs que l'aire créolophone s'étendait jusqu'en Casamance. Seconde circonstance, plus tardive (à partir de la seconde moitié du XIX^e), le créole se répandit aussi parce que l'autorité coloniale utilisa massivement, en Guinée, des Capverdiens aux postes subalternes ou moyens de l'administration coloniale. C'est pourquoi Amílcar Cabral était un « Capverdien de Guinée », rêvant, du fait de son histoire personnelle, de l'unité des deux pays par ailleurs très dissemblables. En Guinée-Bissau, la langue créole fut donc parlée au XX^e siècle par une minorité significative de la population. Il est probable aujourd'hui que plus des deux tiers de la population bissau-guinéenne comprennent le créole et qu'un tiers l'utilise comme sa langue de tous les jours, sinon maternelle. Mais si cette créolité linguistique est assez massive, la créolité sociale reste élitaire, désignée du nom de *burmedjo*, mot créole dérivé du portugais *vermelho*, rouge, à savoir « métis ». Mais ces « peaux rouges » guinéens peuvent très bien ne pas être métis et tout à fait noirs : l'appellation désigne un milieu social et non une couleur de la peau. La situation psychopédagogique de la Guinée-Bissau est donc, sur le plan de l'apprentissage de la langue portugaise, déjà bien distincte de celle des archipels créoles : elle leur est proche en certains points seulement du territoire et surtout au sein de certains milieux sociaux, mais le portugais, même compris, reste langue étrangère pour une importante partie de la population.

La présence de langues luso-créoles en Afrique bantoue continentale est repérable à l'état de traces historiques, mais n'a plus de réalité sociale. Une *lingua franca* portugaise était généralisée dans ce qui est aujourd'hui l'Afrique du Sud parmi certains milieux commerçants, ou chez les esclaves, au XVII^e siècle, mais, suite aux colonisations hollandaise et britannique ultérieures, a totalement disparu (sauf quelques noms de lieu). Il semble que le créole de l'île de Luanda – dont le degré de stabilisation fut toujours faible – ait définitivement disparu au cours des années trente du XX^e siècle. Et s'il est difficile de savoir quelle langue parlaient exactement entre eux les seigneurs des *prazos*⁵ de Zambézia, au Mozambique, on n'a pas connaissance de la diffusion d'un créole : le créole, sur les rives de l'océan Indien, c'est le swahili (même si son expansion est limitée au Mozambique même). En Angola et au Mozambique il y a donc des milieux sociaux que l'on peut qualifier de créoles (et qui se reconnaissent eux-mêmes ainsi plus volontiers en Angola qu'au Mozambique), qu'ils soient blancs, métis ou noirs, mais il n'y a pas de réalité linguistique créole. Ce qui se développe

⁴ Un cas un peu comparable peut être trouvé, en Asie, chez les Kristangs de Malacca (Malaisie) qui, comme leur nom l'indique, sont chrétiens et, pour cela même se considèrent, encore aujourd'hui, comme « portugais » bien que revendiquant haut et fort la citoyenneté malaise.

⁵ Les *prazos* étaient originellement des sortes de fiefs octroyés par la Couronne portugaise, pour un délai (d'où l'usage métonymique du mot portugais, *prazo*, délai, pour les désigner). L'institution s'africanisa profondément (y compris sur le plan de la matrilinearité) mais les *prazeiros*, même lorsqu'ils firent la guerre au gouvernement portugais pour sauvegarder leur indépendance de fait, au XIX^e siècle, ne furent jamais assimilables à la société bantoue traditionnelle et constituèrent une espèce de luso-créolité de saveur féodale dont le souvenir est encore très vif aujourd'hui en Zambézia.

dans ces pays, ce sont donc des parlars populaires du portugais du Portugal⁶, et point encore de vraies « normes » angolaise ou mozambicaine et moins encore des créoles. Il est infiniment peu probable que ces lusophonies populaires puissent transcroître en créole, dans la mesure où (heureusement !) il n’y a pas de rupture esclavagiste dans la vie des langues africaines, et où l’État, même en crise chronique, diffuse la langue portugaise. Le portugais, dans ces pays, s’est imposé directement contre les langues bantoues, dans tous les milieux sociaux. À la fin du XIX^e siècle encore, des notables noirs pouvaient être invités au bal du Gouverneur à Luanda et y parler alternativement, au même degré de dignité, kimbundu et portugais. Tout cela devait disparaître au XX^e siècle, le siècle du blanchiment et de l’immigration massive de petits colons métropolitains. Au Mozambique, cela fut aggravé encore par le fait que les anciennes élites de l’ère mercantile, de type certes « para-swahili » mais néanmoins peu ou prou portugalisées, étaient localisées surtout dans le Nord-Est du pays (île de Moçambique, Quelimane et Zambézia, vallée du Zambèze) et furent complètement marginalisées par le déplacement de la capitale à Maputo, dans l’extrême Sud du pays, incapables dès lors de se développer comme vraie société créole.

Sur le continent, le contexte sociolinguistique est façonné par le fait que, malgré la souffrance coloniale, les sociétés africaines et leurs langues ont persisté. Cela a entraîné paradoxalement deux situations : d’une part, la langue portugaise est une langue étrangère, pour la majorité de la population en Angola, et l’immense majorité au Mozambique⁷ ; d’autre part, l’éparpillement ethnolinguistique a donné dans ces deux pays à la langue portugaise une importance politique considérable. Il n’y a pas rupture, de ce point de vue, avec la fin de la colonisation : l’un des slogans alors martelés de la propagande coloniale était par exemple que « *Moçambique, só é Moçambique porque é Portugal* » – « le Mozambique n’est le Mozambique que parce qu’il est le Portugal », en d’autres termes c’est la langue portugaise seule qui faisait le lien entre des populations diverses. Ce que le colonisateur en revanche ne pouvait pas admettre, était que l’exploitation et l’humiliation coloniales portugaises étaient elles-mêmes créatrices d’identité, et que la lutte armée de libération nationale allait dans le même sens. *Dans le même sens ?* oui, mais cela n’a pas supprimé l’hétérogénéité ethnolinguistique de ces deux grands pays d’Afrique australe, réalité à laquelle les nationalistes stalino-marxisants et jacobins, dans leur quête d’une nation nouvelle et homogène, n’ont pas prêté l’attention suffisante.

Cependant, même entre le Mozambique et l’Angola, les nuances sont importantes. L’Angola a été ravagé par l’esclavage plus que le Mozambique et ce n’est pas un hasard si ce dernier, moins étendu que le premier, est nettement plus peuplé encore aujourd’hui. Mais justement à cause de cette « longévité servile », certaines grandes familles africaines, esclavagistes elles aussi, se sont développées à Luanda, ville qui toujours est restée la capitale. À l’orée du XX^e siècle, ces grandes familles, victimes déjà du blanchiment tendanciel de la colonie, reculeront, mais pas à pas, souffrant d’une marginalisation moindre qu’au Mozambique. Dans ce dernier pays, la traite servile fut au total moins grave qu’en Angola, démarra plus tard et persista plus tard (on signale encore des départs de bateaux en 1902 !). Les guerres de conquête effective du territoire n’en furent que plus terribles jusqu’en 1913 et, comme on l’a vu, les noyaux anciens d’élites furent marginalisés. C’est pourquoi en Angola les nombres de métis et d’assimilés⁸ – de toute manière faibles – furent toujours nettement supérieurs à ceux du Mozambique. Or ce sont ces milieux qui, historiquement, ont été les plus porteurs de la langue portugaise. Rien d’étonnant donc à ce que – bien que la défaillance des statistiques nous laissent dans le flou – la prégnance de la langue portugaise soit, de toute évidence, plus forte en Angola qu’au Mozambique. Enfin, l’Angola colonial a, dans sa dernière période, massivement utilisé les troupes noires – c’était même celles qui se battaient le plus. Or le service militaire a été un instrument puissant de diffusion de la langue portugaise.

⁶ Le portugais de norme brésilienne, ou « vieux portugais », était très présent dans les élites du sud-Angola jusqu’au milieu du XX^e siècle, mais a presque disparu aujourd’hui. À ce sujet, voir le poète angolais Arlindo BARBEITOS, « Une perspective angolais sur le lusotropicalisme », *Lusotopie 1997* (Paris, Karthala), pp. 309-326.

⁷ 1,23% des Mozambicains avaient le portugais pour langue maternelle en 1980, et 6,5% en 1997 (8,8 déclarent le « parler à la maison » et 39,6% déclarent le « comprendre »). Voir Annexe 3 *infra*.

⁸ Les *assimilados* sont des Africains noirs (ou métis non officiellement reconnus comme tels) qui, suite à un processus particulièrement morose, réussissent à se voir accorder la citoyenneté portugaise.

Un nationalisme très « portugalisant »

En 1975 lors des indépendances, c'est une véritable génération politique qui prend le pouvoir dans les *Cinco*⁹. Les partis uniques qui monopolisent les gouvernements ont tous fait partie de la Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises (CONCP), une organisation créée à Rabat en 1961 et transférée ensuite à Alger dont elle subit le nationalisme radical. Par ailleurs, les principaux soutiens viennent des pays de l'Est et du parti communiste portugais. Tout cela nourrit une certaine idée de la nation, conçue davantage comme une identité politique, un ensemble de droits citoyens, que comme une identité culturelle : il ne s'agit pas de fusionner lentement les ethnicités en des nations de nations, il s'agit de les faire disparaître pour créer l'homme nouveau, sans lignage, moderne, fonctionnaire ou coopérativiste, parlant portugais. Le parti qui est allé le plus loin dans cette politique fut le Frelimo, le Front de libération du Mozambique, en raison de son radicalisme mais aussi du fait qu'au moins pendant quelques années, il contrôla réellement toute l'étendue du territoire (à l'inverse de l'Angola qui sombra immédiatement dans la guerre civile). Le parti unique n'est donc pas seulement un dérivé de l'idée stalinienne du socialisme, il est largement autant le produit d'une idée jacobine de la nation uniforme. Les partis uniques sont des partis-États (fusion du parti et de l'État) mais largement autant des partis-nations : le parti est certes l'avant-garde de la nation, mais très vite, il en devient le prototype et la réalité même. N'est vraiment national que celui qui est membre du parti, fait partie de la « famille ».

Cette approche idéologique a des conséquences linguistiques évidentes. Premièrement, malgré le discours ruralisant (la « pureté » de la brousse contre la « corruption » urbaine, legs du colonialisme), elle profite d'abord et avant tout à la ville. La ville, surtout la capitale, est le prototype de la nation, là où il y a le plus de béton, là où l'on rompt le plus avec la société traditionnelle (le « féodalisme », l'« obscurantisme », etc.), là où vivent les dirigeants, là où se concentrent l'essentiel des investissements de capitaux. La modernité se confond donc, économiquement et socialement, avec la langue portugaise.

La politique éducative, mais aussi celle de l'appareil d'État, est celle du tout-portugais. En raison de la condamnation de toute référence ethnique, il est hors de question de considérer comme un critère valable, pour la nomination d'un fonctionnaire en province, qu'il sache parler la langue de l'endroit : il se fera aider, au besoin, comme à l'époque coloniale, d'un interprète, mais la langue de l'État est obligatoirement et toujours le portugais (même dans les archipels créoles). Par ailleurs, à l'école est dévolu un rôle fondamental dans la création de la nation : elle est donc obligatoirement uniquement en portugais, quelles que soient les difficultés, quels que soient les traumatismes, psychopédagogiques, auxquels se heurtent des enfants pour lesquels cette langue est totalement étrangère, dans des sociétés dans lesquelles les supports matériels linguistiques (livres, journaux, publicités, médias) sont rares.

Jusque vers 1985, cette problématique ne fut pratiquement pas questionnée, tant le tabou ethnique était puissant. Les polémiques n'abordèrent guère que la question, certes réelle mais élitaire, de la « nationalité littéraire ». Ensuite, le débat s'ouvrit progressivement. Mais force est de constater qu'aujourd'hui encore, l'apprentissage des langues bantoues se fait à l'université, et non pas à l'école maternelle !

L'argumentation du luso-nationalisme linguistique est connue, et si elle diffère un peu de celle entendue dans les pays anciennement colonisés par la France, c'est plus relativement à son radicalisme qu'à ses caractéristiques intrinsèques : « il faut construire la nation face aux "ethnies résiduelles" » et il est « techniquement très difficile de recruter des instituteurs en vingt-cinq langues ». Par ailleurs, c'est la « réaction » qui exploite le « tribalisme ». En réalité, cette politique a été *très difficile* à mener, et a été poursuivie avec une *très grande volonté* malgré des handicaps considérables. En effet, s'il est effectivement difficile de « recruter des instituteurs en vingt-cinq langues », il est plus difficile encore de les recruter en une *langue étrangère*. On avance aussi l'absence de normalisation orthographique ou grammaticale, mais cette argumentation reste très élitaire : certes la normalisation est souhaitable, mais l'important est de commencer en langue maternelle l'alphabétisation, pour en intérioriser les mécanismes et pouvoir, ensuite, apprendre, pourquoi pas, le portugais. Il est donc, du point de vue psychopédagogique, parfaitement admissible de commencer par tâtonnements expérimentaux et peu importe si l'orthographe de l'*emacua* ou du *balanta*

⁹ *Cinco*, les Cinq, expression courante pour désigner les cinq nouveaux États africains.

enseigné ici sera un peu différente de celle enseignée dans l'école du village voisin par un autre maître. Ce qui fut constant, c'est un refus de toute considération psychopédagogique, qui alla jusqu'au point de mener la plupart (la totalité au Mozambique) des campagnes d'alphabétisation *des adultes* également en portugais, malgré des résultats immédiatement désastreux !

Quant à la rareté des ouvrages linguistiques et grammaticaux existants, elle était toute relative. En effet, même si la colonisation portugaise avait grandement réprimé, sous le fascisme, les langues africaines, les missions religieuses protestantes (et parfois aussi catholiques) avaient développé une presse et des écrits en ces langues. La circulation en était certes limitée dans l'empire portugais. Mais la plupart des groupes ethniques avaient des prolongements dans les pays voisins de colonisation surtout anglaise ou belge, où ce problème n'existait pas : il y a donc en réalité une certaine abondance d'ouvrages, de dictionnaires, de grammaires permettant de commencer l'alphabétisation en langue maternelle.

Dans les pays créolophones (Cap-Vert, São Tomé, partiellement Guinée-Bissau), la pression pour l'alphabétisation en langue maternelle a naturellement été plus grande, et si la langue de l'État y est strictement restée le portugais, la répression anti-créolophone fut bien moindre que sa congénère anti-bantouphone. Ainsi, sans aucune réglementation en ce sens, nombre d'instituteurs capverdiens ont toujours utilisé une « dose de créole » dans leurs explications sans qu'ils ne soient vraiment tracassés. La tendance est nettement croissante aujourd'hui. Lors du changement de régime, en 1991, la question se reposa officiellement et finalement, ce fut l'enseignement du... français qui en fit les frais. En effet, le nouveau ministre de l'Éducation, Manuel Faustino, un ancien de l'aile « trotskyste » du PAIGC¹⁰, y était favorable mais se heurta à une forte opposition au sein même de son parti et, plus généralement, au sein de l'élite certes très attachée à la capverdianité mais aussi à sa maîtrise écrite de la langue portugaise, signe de distinction ! Or, jusqu'en 1994, le Cap-Vert avait conservé l'ancien système salazariste qui faisait du français la seule « 1^{ère} langue étrangère », dès la sixième. Se voyant refuser le créole, Manuel Faustino en conclut logiquement qu'il fallait « mettre tous les moyens » sur le portugais pour réussir l'alphabétisation et le combat à l'illétrisme, et il supprima le français (celui-ci revient largement aujourd'hui par le biais de la francophonie, de la réception radio et télévisuelle, mais c'est une autre histoire !). Il sera intéressant de voir si la problématique de l'alphabétisation va changer en Guinée-Bissau, avec l'avènement du nouveau régime consécutif à la victoire de la gauche (*Partido da renovação social* de Kumba Iala) aux élections de janvier 2000 mettant fin au règne de l'ancien parti unique PAIGC, un parti qui n'était, depuis longtemps, plus que l'ombre, corrompue et népotisée, de celui d'Amílcar Cabral.

Mais globalement, ce qui fut constant de 1975 à nos jours, avec des nuances, dans les *Cinco*, fut le primat du politique, un politique nationaliste ignorant des populations au nom desquelles il parlait. On resta en plein dans le fameux paradigme de la modernisation autoritaire et paternaliste, qui explique bien des échecs du développement en Afrique.

Les langues et la guerre civile

La guerre qui a ravagé la capitale bissau-guinéenne pendant un an à partir de juin 1998 n'aura probablement pas de conséquence linguistique directe en raison de sa faible durée et du fait qu'à l'inverse des guerres mozambicaine (1977-1992) et angolaise (1975 à nos jours), prenant pour base la brousse et enflant démesurément l'exode rural vers la ville, elle a éclaté en ville, vidant par deux fois la capitale de ses habitants, rapidement revenus ensuite. Seule, une conséquence indirecte est à attendre, si le nouveau régime politique (*cf. supra*) modifie sa politique éducative.

Au Mozambique et en Angola, la situation est tout autre. Mais là encore, il y a des nuances. On l'a vu, le Frelimo a, au moins quelques années, vraiment contrôlé la totalité du territoire et a eu un vrai projet politique – bon ou mauvais, là n'est pas la question – pour la totalité de la population. Dans le cadre de ce projet politique, la construction de l'appareil d'État en brousse, par la multiplication des « villages communaux » et des écoles, a été une

¹⁰ Entretien avec l'auteur, Praia, août 1994.

donnée fondamentale. Le Mozambique partait d'un degré très faible de diffusion de la langue portugaise en 1975 et d'un niveau encore plus faible d'alphabétisation (environ 5% dans la population africaine, compte tenu de la très forte croissance des années soixante et du début des années soixante-dix !). Vingt-cinq ans après, 17% environ des Mozambicains déclarent pouvoir parler le portugais. La croissance est indéniable, elle est cependant très faible. On peut évidemment en accuser la Renamo (Résistance nationale du Mozambique, le groupe rebelle longtemps soutenu par l'apartheid) qui détruisit assez systématiquement les écoles, et plus généralement les services publics, symboles de l'État. À ce facteur, indéniable, on doit cependant en opposer deux autres. Dans ses « zones libérées », la Renamo aussi a implanté des écoles qui, paradoxalement, avaient lieu en portugais (malgré sa politique « traditionaliste »). Certes, les écoles de la Renamo étaient bien moins nombreuses que les écoles gouvernementales qu'elles détruisaient. Mais surtout, la guerre civile a eu un effet portugalisant *de facto*, en poussant les paysans hors de la brousse, dans les villes secondaires, les capitales régionales et la capitale du pays. Les conditions de survie de ces « déplacés »¹¹ sont extrêmement mauvaises et la scolarisation de leurs enfants déplorable ou inexistante – le tournant néo-libéral accentuant l'affaiblissement du service public –, mais le simple fait de se trouver en ville fait que de nombreux gosses parlent entre eux en portugais, et n'ont plus que le portugais comme langue quotidienne même s'ils comprennent encore celles de leurs parents. On peut évidemment se poser la question de « quel portugais ? », mais c'est un autre aspect¹².

La guerre civile mozambicaine (1977-1992) a été terrible (peut-être un million de victimes sur quinze millions d'habitants, la plupart indirectes lors des famines et épidémies consécutives) mais ses effets quant aux mouvements de populations sur le long terme auront sans doute été moindres que ceux de la guerre angolaise, jamais achevée. La situation coloniale de départ, déjà, était différente. Alors qu'au Mozambique les travailleurs forcés étaient astreints à des « contrats » semestriels et devaient ensuite impérativement rentrer se « reposer » six mois dans leur village (où leurs arriérés de salaire leur étaient versés) – ce qui limitait les migrations définitives –, en Angola le « contrat » était annuel, voire bi ou trisannuel. Ces déplacements longs et répétés tendirent à devenir définitifs. Par exemple lors du boom du café dans les années cinquante, des populations entières d'Ovimbundu originaires du Centre-Sud s'installèrent dans le Nord caféier, en tant que travailleurs. Elles y furent victimes de massacres, en 1961, de la part du FNLA – Front national de libération de l'Angola – recrutant principalement parmi des Bacongos, dont les terres avaient été expropriées pour céder la place aux plantations portugaises dont la main-d'œuvre était... ovimbundu. D'autres raisons poussèrent à des mouvements intenses de populations. La carte ethnolinguistique de l'Angola, dressée en 1961, était très probablement *démographiquement* déjà fautive en 1975 (même si les symboles territoriaux demeuraient vivaces) – et c'est d'ailleurs toujours la même qui est reproduite aujourd'hui ! Mais les guerres post-coloniales, successives et acharnées entre le gouvernement du MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) et le FNLA, puis l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), l'éparpillement d'un nombre considérable de mines antipersonnelles, entraînent des mouvements de populations encore bien plus massifs : aujourd'hui, sans doute 70% de la population vit, en zone gouvernementale, sur une bande côtière de moins d'une centaine de kilomètres de largeur, et l'essentiel de ces gens sont concentrés dans quelques villes, dont une capitale à la croissance exponentielle. Il est douteux que la majorité de ces populations ne rentrent un jour dans leurs terroirs ethniques d'origine, d'autant que pour certaines, le déplacement est déjà vieux d'une génération entière, avec des enfants nés sur place.

Or, quelles que soient les conditions de vie effroyable de cette population entassée et laissée à l'abandon depuis des années par un richissime pouvoir oléocratique, le fait qu'elle soit passée dans la sphère de ce que l'on est bien obligé d'appeler l'État moderne, a un effet portugalisant. Cela ne veut pas dire que les ethnicités aient disparu, on sait très bien « qui est

¹¹ Le vocable « réfugiés » étaient en général réservés à ceux qui avaient fui à l'étranger et entraient ainsi sous la juridiction des organismes internationaux d'aide aux réfugiés. Les « déplacés » étaient donc les réfugiés de l'intérieur.

¹² Sur le portugais populaire de Maputo et son entrée en littérature, voir notamment mon article « Des difficultés de traduction de la lusophonie populaire », cité dans la bibliographie finale.

qui », mais ces ethnicités s'expriment de manière croissante en portugais, en dehors de toute scolarisation, de par les relations sociales dans la ville, de par la prolifération des Églises, de par la télévision, voire les rafles pour le service militaire, etc.

Bien qu'on n'entrevoie nullement, aujourd'hui, la fin de la guerre civile¹³ on ne peut évidemment que dire que toutes les guerres s'arrêtent un jour. Il est probable que l'Angola en sortira exsangue, estropié, méga-urbain, maffieux à outrance, mais plus lusophone que jamais. L'histoire dira si ce fut un progrès.

Mais d'un point de vue plus général, la politique linguistique est un bon marqueur des tendances lourdes et de long terme. Malgré son aspect pédagogique, elle est éminemment symbolique, idéologique, touchant au cœur de l'idée que l'on se fait de la nation et de la modernité. C'est pourquoi le moindre débat sur ce thème est très polémique¹⁴ ! Mais cela questionne aussi le rapport à l'ancienne métropole coloniale, de ce que l'on garde en commun avec elle. Or l'Afrique de langue officielle portugaise a une particularité si on la compare, par exemple, avec celle d'« expression française » : elle n'a pas de métropole néocoloniale¹⁵ et est entrée directement dans l'ère de la globalisation. Le Portugal, de par la modestie de ses moyens et les turbulences de son processus de démocratisation, n'a pu se bâtir un « pré carré » à la française. Au sortir de sa période radicale marxisante, écrivais-je dans un article récemment publié, « l'Afrique lusophone relève désormais de l'Afrique ordinaire, mais de celle du XXI^e siècle : sa métropole n'a pour nom ni Paris, ni Lisbonne ou Londres, mais FMI ou Banque mondiale »¹⁶. *A priori*, cela pourrait reléguer à un plan secondaire la « question du Portugal » dans les débats politiques internes des *Cinco*.

C'est l'inverse qui se produit en réalité, car toute décision impliquant une relation avec le Portugal est critiquée comme inutile survivance du passé colonial, alors que la liaison au Commonwealth (auquel a adhéré le Mozambique) ou à la francophonie (à laquelle ont adhéré, ou de laquelle se sont rapprochés le Cap-Vert, la Guinée-Bissau et São Tomé e Príncipe, ainsi que la Guinée équatoriale) est vue comme plus rentable. La formation de la CPLP (Communauté des pays de langue portugaise) en juillet 1997, groupant le Portugal, le Brésil et les PALOP, en attendant Timor, n'a-t-elle pas rencontré des réticences, africaines en particulier¹⁷ ? Des écrivains mozambicains n'ont-ils pas fait une pétition demandant que la langue officielle du pays soit l'anglais ? Le Portugal ne montre-t'il pas une extrême nervosité face à l'activisme culturel français dans les *Cinco* ?

Certains se sont posé la question de la survie de la langue portugaise dans ces pays. On l'a vu, la question ne peut raisonnablement se poser en Angola, et les anciens *regressados*¹⁸ apprennent de manière croissante le portugais. Quant au Mozambique enclavé dans l'Afrique orientale et australe anglophone, sans pratiquement aucune relation avec Madagascar ou les Mascareignes francophones, il est prévisible que la langue anglaise va y marquer des points (parmi les émigrants en Afrique du Sud ou dans l'élite). Mais cela ne saurait signifier un recul mécanique de la langue portugaise car la question principale est celle de l'identité. Si le portugais est loin d'être la langue maternelle, il sert cependant d'outil identitaire face à la puissante Afrique du Sud et aux autres pays anglophones de la région.

Il en va de même en Guinée-Bissau et au Cap-Vert relativement à la francophonie, à une nuance près. Dans ces deux pays ouest-africains, presque personne ne parle... portugais, du fait même de l'existence de luso-créoles. Mais la prégnance sociale de ces derniers est considérable et, de ce fait, protège le portugais. En Guinée cependant, la politique de la

¹³ L'UNITA vient de subir une sévère défaite lors de la prise de son aéroport principal d'Andulo, mais elle est loin d'être détruite et la guerre se régionalise de manière croissante, de l'Ouganda à Brazzaville, en passant par le Congo démocratique.

¹⁴ ...en France aussi, comme on a pu le voir récemment avec la question de la ratification de la Charte européenne des langues minoritaires et régionales !

¹⁵ sauf sans doute pour le Cap-Vert, plus que jamais lié au Portugal, notamment par le biais des privatisations des entreprises publiques.

¹⁶ Cf l'article M. CAHEN, « Lendemain de colonisation portugaise... » dans la bibliographie finale.

¹⁷ Au sujet de la CPLP, voir l'étude de M. CAHEN, « Des caravelles pour le futur ? Discours politique et idéologie dans l' "institutionnalisation" de la Communauté des pays de langue portugaise », *Lusotopie 1997* (Paris, Karthala), novembre 1997, pp., 391-433.

¹⁸ *Regressados*, les « revenus », à savoir des Angolais d'ethnie bacongo ayant séjourné, voire nés au Congo (ex-Zaire) et de ce fait le plus souvent francophones. Ils ont, de manière croissante, émigré à Luanda, ville dans laquelle ils détiennent une position éminente dans le commerce.

francophonie, telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée comme outil de puissance aux relents néocoloniaux, s'avère à double tranchant : gain immédiat certes en terme d'extension du nombre des « pays ayant en partage l'usage du français ». Mais l'identification de l'ancien président honni João Bernardo « Nino » Vieira à la France – il avait fait entrer son pays dans la zone du franc CFA, source d'une forte inflation et d'une arrivée en force des commerçants sénégalais – et au Sénégal « francophone » pourvoyeurs de troupes pour le sauver – sans succès – de la révolte massive de son armée et des anciens combattants de la guerre de libération, ont eu pour conséquence immédiate l'incendie du centre culturel franco-guinéen de Bissau et un fort ressentiment anti-français salué avec plaisir par la presse portugaise..., qui ne s'appesantit cependant pas sur le fait que le chef des rebelles, Ansumane Mané, après « cinq siècles de colonisation », ne savait pas le portugais. Du reste, dans sa politique de coopération linguistique envers l'Afrique, le Portugal n'a jamais prêté l'attention suffisante à la différence des *statuts sociaux de la langue portugaise* selon les cas : langue maternelle rarement, langue seconde parfois, langue étrangère souvent.

Bien que la langue portugaise ne soit plus celle d'une grande métropole impérialiste, comme le sont encore l'anglais ou même le français, elle a un avenir assuré en Afrique précisément en tant qu'outil de pays, et notamment de leurs élites, pour sauvegarder une indépendance dans des environnements régionaux non lusophones. Dans le même temps, elle est un facteur d'oppression culturelle classique envers des ethnicités qui se voit dénier l'accès à la modernité dans leurs propres langues. Si l'État peut apporter le progrès social (comme la Troisième République française avec l'école publique gratuite), l'échange (« progrès » contre régression ethnique) pourra fonctionner. Dans le cas contraire (oppression sans progrès social), il faudra s'attendre à des réactions anti-étatiques de facture probablement ethnique, et de direction politique d'autant plus imprévisible que l'un des aspects les plus néfastes de l'héritage colonial portugais est la faiblesse historique des intelligentsias dans ces pays.

Bordeaux, le 31 janvier 2000

Michel CAHEN

Centre d'étude d'Afrique noire de l'Institut d'études politiques

Annexe 1. — PALOP : situation politique et sociale

Bibliographie sélective de langue française

Une sélection est toujours arbitraire. On a ici choisi des titres relevant de genres différents, mais le plus souvent de la recherche en sciences sociales, chaque fois que possible les plus récents, et de langue française. Le lecteur soucieux d'approfondir y trouvera d'autres références, notamment en langue anglaise ou, évidemment, portugaise. Une bibliographie complémentaire pourra être trouvée dans la revue *Historiens & Géographes*, M. CAHEN, « Compléments bibliographiques sur le Portugal et l'Afrique », *H & G* (Paris, Association des professeurs d'histoire et géographie), n° 343, avril 1994, pp. 369-374.

La revue annuelle de recherche politique *Lusotopie. Enjeux contemporains dans les espaces lusophones* publiée dans chacun de ces volumes, outre des articles sur le Portugal et le Brésil, des textes sur les PALOP et la lusophonie (le vol. 1994 a été publié chez L'Harmattan, les volumes 1995 à 2000 chez Karthala, Paris). Sommaires complets et résumés trilingues (fr., port., angl.) disponibles sur la toile à : <http://www.cean.u-bordeaux.fr/lusotopie/>.

Attention, cette bibliographie politique et sociale n'aborde pas les questions strictement littéraires ou linguistiques et ne mentionne pas de dictionnaires.

• Généralités :

- M. CAHEN (ed.), « Géopolitiques des mondes lusophones », dossier in *Lusotopie*, I-II, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 19-274.
- D. COUTO, A. ENDERS & Y. LÉONARD (eds), « Lusotropicalisme. Idéologies coloniales et identités nationales dans les mondes lusophones », dossier in *Lusotopie 1997*, Paris, Karthala, pp. 195-478.
- Y. LÉONARD, *La lusophonie dans le monde*, Paris, La Documentation française, 1998, 84 p. (« Problèmes politiques et sociaux », n° 803, 22 mai 1998).
- A. ENDERS, *Histoire de l'Afrique lusophone*, Paris, Éditions Chandeigne, 1994, 160 p.

• Histoire coloniale (XIX-XX^e siècles) :

- Un classique de l'historiographie, récemment traduit en français :
 - A.H. de Oliveira MARQUES, *Histoire du Portugal contemporain et de son empire colonial*, Paris, Karthala, 1998, 616 p.
- Recherches historiques :
 - E. Silva ANDRADE, *Les îles du Cap-Vert, de la « découverte » à l'indépendance nationale (1460-1975)*, Paris, L'Harmattan, 1996, 352 p. (coll. « Racines du présent »).
 - M. CAHEN (ed.), *Vilas et Cidades. Bourgs et villes en Afrique lusophone*, Paris, L'Harmattan, 1989, 300 p. (collection « Villes et Entreprises »).
 - I. de Castro HENRIQUES, *Commerce et changement en Angola au XIX^e siècle : Imbangala et Tshokwe face à la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1995, 2 vols, 448+404 p.
- Les ouvrages de René Pélissier sont incontournables :
 - R. PÉLISSIER, *Les guerres grises. Résistance et révoltes en Angola (1845-1941)*, Orgeval (France), Éd. Pélissier, 1977, 632 p.
 - R. PÉLISSIER, *La colonie du Minotaure. Nationalismes et révoltes en Angola (1926-1961)*, Orgeval (France), Éd. Pélissier, 1978, 728 p.
 - R. PÉLISSIER, *Le naufrage des caravelles. Études sur la fin de l'Empire portugais (1961-1975)*, Orgeval (France), Éd. Pélissier, 1979, 300 p. (ISBN : 2-902804-03-2).
 - R. PÉLISSIER, *Naissance du Mozambique. Résistance et révoltes anticoloniales (1854-1918)*, Orgeval (France), Éd. Pélissier, 1984, 2 vol., 886 p.
 - R. PÉLISSIER, *Naissance de la Guinée. Portugais et Africains en Ségambie (1841-1936)*, Orgeval (France), Éd. Pélissier, 1989, 488 p., ISBN : 2-902804-08-3.

• Évolution post-coloniale :

- Les créolités :

— M.CAHEN, « Archipels de l'alternance, la victoire de l'opposition aux Îles du Cap-Vert et à São Tomé e Príncipe », *L'Année Africaine 1990-1991*, Bordeaux, CEAN/Pedone, mars 1992, pp. 347-392.

— M.LESOURD, *État et société aux îles du Cap-Vert. Alternatives pour un petit État insulaire*, Paris, Karthala, 1996, 524 p.

— N. QUINT-ABRIAL, *Les Îles du Cap-Vert aujourd'hui, perdues dans l'immensité*, Paris, L'Harmattan, 1997, 163 p.

— Manuel VEIGA (ed.), *Insularité et littératures aux Îles du Cap-Vert*, Paris, Karthala, 1998, 266 p. trad. Du portugais par E. Silva Andrade.

□ Mutations sociales, culturelles et religieuses :

— J.-P. BASTIAN, F. GUICHARD & C. MESSIANT (eds), « Des protestantismes en "lusophonie catholique" », dossier in *Lusotopie 1998*, Paris, Karthala, pp. 201-425 ; et « Dynamiques religieuses en lusophonie contemporaine », dossier in *Lusotopie 1999*, Paris, Karthala, pp. 251-450 [nombreux articles sur l'Afrique].

— M.CAHEN, « Des difficultés de traduction de la lusophonie populaire », *Politique Africaine*, n° 58, juin 1995, pp.170-174

— M.CAHEN (ed.), « Transitions libérales en Afrique lusophone », dossier in *Lusotopie 1995*, Paris, Karthala, 1995, pp. 85-358.

□ Vie politique et guerres civiles :

— M.CAHEN, « "Dhlakama é maningue nice !". Une ex-guérilla atypique dans la campagne électorale au Mozambique », *L'Afrique politique 1995*, Paris, Bordeaux – Karthala, CEAN, pp. 119-161

— M.CAHEN, « "Entrons dans la nation". Notes pour une étude du discours politique de la marginalité. Le cas de la Renamo du Mozambique », *Politique africaine* (Paris, Karthala), octobre 1997, n° 67, pp. 70-88

— M.CAHEN, « Lendemain de colonisation portugaise — Prototype d'une « Afrique moyenne » sans métropole ? », *Historiens & Géographes* (Paris, Association des professeurs d'histoire et géographie), n° 367, juillet 1999 : 255-272.

— C. GEFFRAY, *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Nairobi – Karthala, CREDU, 1990, 264 p. [ce livre a été un tournant dans la compréhension de la guerre mozambicaine].

— D. JOUANNEAU, *Le Mozambique*, Paris, Karthala, 1995, 202 p. (« méridiens ») [comme de vulgarisation]

— C. MESSIANT (ed.), « L'Angola dans la guerre », dossier in *Politique Africaine* (Paris, Karthala), 57, mars 1995, pp. 3-111 [indispensable à toute compréhension du conflit]

— C. MESSIANT, C. MESSIANT, « La Fondation Eduardo dos Santos », *Politique Africaine* (Paris, Karthala), n° 73, mars 1999, pp. 83-102.

— R. MARCHAL & C. MESSIANT, *Les chemins de la paix et de la guerre : les fins de conflits en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 1997, 254 p. (coll. « Les Afriques ») [aborde de manière approfondie Éthiopie, Somalie, Mozambique et Angola].

□ Points de vue et témoignages divers :

— Dia KASSEMBE, *Angola ; Femmes sacrées, insoumises et rebelles*, Paris, L'Harmattan, 1997, 126 p. [témoignage d'une Angolaise proche du FNLA]

— M. JORGE, *Pour comprendre l'Angola : du politique à l'économique*, Paris, Présence africaine, 1997, 231 p. [point de vue d'un émigré, dissident de longue date du MPLA]

— E. MOREL, C. EL-HOCINE & E. MEDRINAL, *Angola 1988-1997, Unavem I, Unavem II, Unavem III*, Paris, Montchrestien, 1997, 127 p. [le point de vue de l'ONU].

— R. MOROZZO DELLA ROCCA, *Mozambique de la guerre à la paix : histoire d'une médiation insolite*, Paris, L'Harmattan, 1997, 320 p. [le rôle de la communauté religieuse de Santo Egidio dans le processus de paix].

Annexe 2. — Grands indicateurs socio-politiques

Sauf mention contraire, les données ou estimations sont de juillet 1999

Pays	Angola	Cap-Vert	Guinée-Bissau	Mozambique	S.Tomé e Príncipe
Superficie (km ²)	1 246 700	4 033	36 125 ¹	783 080 ²	1 001
Population recensée ou estimée	11 177 537	405 748	1 234 555	16 099 246 ³	154 878
Densité (hab./km ²)	8,97	100,60 ⁴	34,17 ⁴	20,1	154,72
Population de moins de 15 ans	44,90	45,30	42,14	44,76 ⁵	47,61
PNB (en millions d'US\$) ^a	4 600	346	253	1 300	31
PNB par hab. (en US\$) ^a	430	910	240	80	250
Capitale	Luanda	Praia	Bissau	Maputo	São Tomé
Population de la capitale ^a	[2 000 000 ?]	±70 000	±150 000	968 837 ⁶	±50 000
Religions chrétiennes ^b	±53	100%	±5	52,7 ⁷	100
Religions traditionnelles	38 à 68	-	54	17,8 ⁷	
Religion musulmane	0,13	-	±45	29,4 ⁷	
Portugais langue maternelle, % pop. totale	n.d.	n.d.	n.d.	6,5/8,8 ⁸	±2,0 ⁷
Portugais langue comprise, % pop. totale	n.d.	n.d.	n.d.	39,6 ⁹	n.d.
Indépendance	11 nov. 1975	5 juillet 1975	24 septembre 1973 ¹⁰	25 juin 1975	12 juillet 1975
Gouvernement	présidentiel	parlementaire	semi-présidentiel	présidentiel	parlementaire
Chef de l'État (2000)	José E. dos Santos	Mascarenhas Monteiro	Kumba Iala	Joaquim A. Chissano	Miguel Trovoada
Parti au pouvoir (2000)	MPLA	MpD	PRS	Frelimo	MLSTP
IDH (en 1997) ^c	0,335	0,547	0,291	0,281	0,534
Classement selon l'IDH (en 1997) ^d	160	106	168	169	123
Alphabétisation en % pop. + 15 ans	42,5	71,6	53,9	30,5 ⁵	73,0
Espérance de vie à la naissance	48,39	70,96	49,57	42,3 ⁵	64,71
Mortalité infantile (‰)	129,19	45,5	109,5	145,7 ⁵	52,93

a. 1994 – **b.** total approximatif catholicisme, protestantisme et églises africaines indépendantes. – **c.** Selon la définition du PNUD, l'IDH (indice du développement humain) combine trois indicateurs (espérance de vie à la naissance, taux d'alphabétisation des adultes, PIB corrigé per capita) pour classer les pays, l'indice 1 étant l'indice maximal actuel du « développement humain » sur la planète. À titre de comparaison, en 1997 le Canada a le meilleur indice (0,932), et les IDH de la France, du Portugal et du Brésil sont respectivement 0,918 – 0,858 – 0,739. – **d.** Le n°1 en 1997 est le Canada et le n°174 (dernier) est la Sierra Leone, et le classement selon l'IDH de la France, du Portugal et du Brésil sont respectivement 11 – 28 – 79. **1.** 28 000 Km² seulement compte non tenu des zones semi-maritimes (marigots, etc.). – **2.** 801 590 Km² si l'on ajoute la partie du lac Niassa sous souveraineté mozambicaine. – **3.** Recensement de 1997. Projection pour juillet 1999 : 19 124 335. – **4.** Estimation (juillet 1999) – **5.** Recensement de 1997. – **6.** Recensement de 1997. Il faut noter que ce nombre concerne seulement les districts urbains de Maputo-ville et n'inclut pas les zones péri-urbaines de Maputo-province. – **7.** Population de plus de cinq ans, Recensement de 1997. – **8.** Population de plus de cinq ans, Recensement de 1997 (selon le recensement de 1980 : 1,23%). Le premier % concerne le portugais langue maternelle, le second le portugais langue la plus utilisée à la maison. – **9.** Recensement de 1980. – **10.** Autoproclamée par le PAIGC le 24 sept. 1973 et reconnue par le Portugal le 10 septembre 1974.

Sources : divers sites internet et : CIA, *The World Factbook*, 1999 ; RESEAUX DOCUMENTAIRES POUR LE DEVELOPPEMENT, *L'État de droit. Sources d'information sur vingt pays d'Afrique et Haïti*, Paris, Bordeaux – Ibiscus, CEAN, 1997, 320 p. et UNDP, *Human Development Report*, 1999.

Annexe 3. — La langue portugaise au Mozambique selon le recensement de 1997 (en % de la population de plus de cinq ans)

I. — Le portugais « langue maternelle »

(selon la zone d'habitation et l'âge)

	Total	urbaine	rurale	5-19	20-49	50+
Total	6,5	17,0	2,0	8,5	5,5	2,1
Maputo-Capitale	25,1	25,1	-	33,4	19,1	10,1
Maputo-Province	13,0	19,4	2,3	17,9	10,7	3,2
Gaza	2,7	8,3	0,8	3,7	2,2	0,6
Inhambane	3,0	10,5	1,2	4,6	2,2	0,7
Sofala	9,7	20,7	1,6	13,5	7,2	3,5
Manica	4,0	n.d.	n.d.	5,4	3,1	1,1
Tete	2,8	13,0	0,9	3,3	2,7	1,0
Zambezia	5,2	19,0	3,0	6,8	4,4	2,1
Nampula	5,6	n.d.	n.d.	6,2	5,7	2,58
Cabo Delgado	1,5	4,8	0,9	1,7	1,6	0,6
Niassa	4,3	12,6	1,7	5,3	3,9	1,2

II. — Le portugais « langue la plus parlée à la maison »

(selon la zone d'habitation et l'âge)

	Total	urbaine	rurale	5-19	20-49	50+
Total	8,8	26,1	1,4	9,5	9,4	3,3
Maputo-Capitale	36,9	36,9	-	37,0	39,3	23,3
Maputo-Province	18,2	27,5	2,7	19,2	20,8	6,5
Gaza	3,8	12,4	1,0	4,1	4,5	1,2
Inhambane	4,0	15,6	1,1	4,7	4,3	1,3
Sofala	14,5	32,1	1,5	16,2	14,8	6,1
Manica	6,5	n.d.	n.d.	6,8	7,2	1,9
Tete	3,6	20,1	0,7	3,7	4,1	1,3
Zambezia	7,0	36,1	2,3	8,2	6,8	2,7
Nampula	5,8	n.d.	n.d.	6,4	6,2	2,0
Cabo Delgado	1,8	7,8	0,5	1,8	2,1	0,6
Niassa	5,9	20,9	1,3	6,2	6,6	1,8

III. — Le portugais « langue comprise »

(selon la zone d'habitation)

	Total	urbaine	rurale	Hommes	Femmes
Total	39,6	72,4	25,4	50,4	29,7
Maputo-Capitale	88,2	88,2	-	92,5	84,1
Maputo-Province	68,2	81,5	45,9	76,8	60,6
Gaza	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Inhambane	47,2	70,6	41,4	59,1	38,4
Sofala	48,5	79,9	25,1	62,4	35,4
Manica	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Tete	23,2	61,9	16,3	31,7	15,5
Zambezia	33,0	71,2	26,7	46,0	20,8
Nampula	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Cabo Delgado	22,2	47,1	17,0	33,0	12,1
Niassa	30,9	62,0	32,3	42,2	20,1

Note importante : il y a tout lieu de penser que ces divers pourcentages de connaissance de la langue portugaise sont des estimations maximales : en effet, ils ont été calculés en

excluant les personnes n'ayant donné aucune indication quant à leur connaissance du portugais. On peut supposer que ces dernières ne le savaient pas.
Source : adaptation de l'auteur selon les données de l'*Instituto nacional de estatística*, Maputo, 1997.